# PPIAF facilite la révision des accords juridiques du projet d'interconnexion des réseaux électriques de Côte d'Ivoire, du Liberia, de Sierra Leone et de Guinée WAPP-CLSG

Sortant de longues crises sociopolitiques, les pays de l'Union du fleuve Mano sont fragiles et en raison de faibles niveaux d'investissement dans le secteur énergétique au cours des dernières années, les infrastructures d'énergie sont devenues obsolètes avec une faible capacité de distribution. Le coût de production d'énergie électrique par kWh reste très élevé dans ces pays où le taux d'accès à l'électricité est parmi les plus bas du monde (2% au Libéria et en Sierra Leone, 10 % en Guinée) pour une population de près de 40 millions d'habitants.

Le WAPP CLSG, l'un des projets prioritaires identifiés par le Projet d'interconnexion des réseaux électriques, visant à remédier à ce déficit, implique la construction d'une ligne à haute tension (225 kV) de 1.400 km de long pour connecter les réseaux domestiques de 11 sous-stations électriques et deux postes régionaux de répartition dans ces quatre pays de la Mano River Union. Ce projet, qui devrait étre mis en œuvre entre 2014 et 2017, permettra ainsi de sécuriser l'approvisionnement en énergie de ces quatre pays.

En 2012, sur demande du secrétariat du projet WAPP-CLSG, PPIAF a facilité la révision des différents accords juridiques qui ont tous été signés et ratifiés par les États membres. Deuxième appui aux activités de WAPP-CLSG (quatrième en faveur du projet global WAPP), ce don a facilité la révision des accords ci-après:

- L'accord international entre les quatre pays membres (ratifiés par les parlements des différentes États)
- le Pacte d'actionnaires pour la société ad hoc de transport d'énergie régionale (Transo CLSG)
- le Traité pour la construction, l'exploitation et le développement de la ligne d'interconnexion

En somme, depuis 2006, PPIAF a accordé une subvention de 440,800 dollars pour faciliter le développement du projet WAPP-CSLG. Ces dons ont permis de financer une série d'actions dont la mise en place de l'Unité d'exécution de ce projet, l'élaboration du plan d'affaires indicatif 2006-2009 et du plan de mise en oeuvre des projets prioritaires et la révision du modèle financier dudit projet pour évaluer sa viabilité financière. Ces différents dons de PPIAF ont produit des résultats significatifs qui permettront de faire avancer la mise en oeuvre de ce projet, qui une fois opérationnelle, permettra d'électrifier 125 localités augmentant ainsi le taux d'accès à l'électricité dans ces quatre pays de 28 à 33 %.

## DESCRIPTION DU PROJET

Les pays membres de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont créé le marché de l'électricité d'Afrique de l'Ouest qui a pour objet d'assurer un approvisionnement électrique fiable et bon marché en mettant en exploitation le potentiel de production énergétique inutilisé, en reliant les systèmes de production électrique les uns aux autres, et en facilitant les échanges transfrontières. Afin de faire progresser la mise en œuvre, une liste de projets prioritaires ont été identifiés dont le projet d'interconnexion CLSG faisant l'objet de cette analyse.

## L'APPORT DE PPIAF

Durant ces sept dernières années, PPIAF a apporté un soutien continu au secrétariat de EEEOA/WAPP, dont, trois en faveur du WAPP- CLSG.

Ces ont ainsi soutenu la constitution du WAPP au plan institutionnel et l'élaboration d'un cadre réglementaire et politique. En 2012, le WAPP a sollicité l'appui de PPIAF pour développer et finaliser les différents accords juridiques impliqués dans l'établissement des sociétés ad hoc, et la fourniture d'un cadre approprié pour les opérations de commercialisation. Il s'agit du (i) Pacte d'actionnaires pour la société ad hoc de transport d'énergie régionale (« Transo CLSG » (ii) traité pour la construction, l'exploitation et le développement de la ligne d'interconnexion et (iii) l'accord international entre les quatre pays membres. PPIAF finance actuellement la revision du modèle financier du WAPP-CLSG.

## RÉSULTATS

Les réunions périodiques conjointement organisées par le Comité Conjoint de Mise en Œuvre de Projet (CCMO/PTF) ont permis de finaliser et d'adopter l'ensemble des textes juridiques relatifs au cadre institutionnel et légal de la Société à Objectif Spécifique (SOS) qui se chargera de la construction, l'exploitation, l'entretien et le développement de la ligne d'Interconnexion. En mars 2012, le traité a été adopté par les ministres en charge de l'énergie des quatre pays membres du Projet, à Abidjan, ensuite signé par les États membres puis ratifié progressivement par les différents parlements.

Depuis 1999, le Fonds fiduciaire multi-bailleurs (PPIAF), qui est un mécanisme d'assistance technique, aide les pays en développement dans le cadre de l'utilisation des PPP pour améliorer leurs infrastructures. Cette série d'appuis a une structure régionale confirme la vision de PPIAF qu'est celle d'être un centre d'excellence permettant au secteur public d'attirer la participation et l'investissement privés dans l'infrastructure en soutenant le développement des institutions, le renforcement des capacités et l'accélération des programmes de PPP tant au niveau régional, national que infra-étatique.

Cette ratification du traité international marque non seulement un engagement fort de la part des autorités des pays membres à la réalisation de ce projet mais aussi une concrétisation des promesses des bailleurs à soutenir ce projet.

En effet, la Banque Mondiale (BM) a approuvé sa participation au financement du Projet lors d'une mission conjointe du secrétariat de WAPP et du gouvernement libérien en Avril 2012. Au total, c'est un montant de 31,5 millions USD qui a été accordé par la BM au titre de son programme d'Assistance Technique et d'Intégration du Réseau d'interconnexion EEOA. L'accord de subvention a été signé en août 2012.

A ce jour, le financement du Projet d'Interconnexion WAPP-CLSG, qui s'élève à 323 millions d'euros, a été totalement sécurisé auprès de la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement.

## COORDINATION DES BAILLEURS

Ce projet d'une envergure sous régional connait l'implication de plusieurs bailleurs notamment la Banque Mondiale, la Banque Africaine de développement (BAD), la Banque Européenne de Développement et la Banque de développement du gouvernement fédéral allemand (KfW). La BAD apportera 40% du coût total du projet soit un total de 145 millions d'euros. De son côté, le Fonds Fiduciaire UE Afrique pour les infrastructures, à travers la Banque Européenne d'Investissement, a accordé une subvention de 1,5 millions d'euros pour financer les activités de pré approbation de l'Ingénieur conseil.

## AUTRES ACTIVITIÉS DE PPIAF EN FAVEUR DU PROJET WAPP

- 2009: L'élaboration du cadre institutionnel pour la mise en place de l'Unité d'exécution du projet WAPP- CLSG, **$75.000**
- 2012: La révision du Modèle Financière pour évaluer la viabilité financière du projet, **$75.000**
- 2008: L'élaboration d'un Plan de mise en œuvre des PPP projets prioritaires du WAPP, **$72.500**
- 2006: L'élaboration du plan d'affaires indicatif (WAPP Business Plan- 2006-2009 et le budget correspondant), **$72.500**